

ALERTES PRE ELECTORALES

Il n'est pas une semaine sans qu'un sondage ou un éditorial dans la presse quotidienne et hebdomadaire ne soulignent la persistance du danger FN à la veille des élections régionales, cantonales et européennes. Le plus intéressant est le sondage paru dans *Le Monde* du 10 dec. 2003. Sous le titre « 22% des Français adhèrent aux idées du Front National », le quotidien du soir souligne trois choses :

- « l'étude de TNS-Sofres constate un enracinement du FN »
- « 70% des Français le jugent "dangereux pour la démocratie" »
- « Valeurs, Europe, immigration : la banalisation des idées d'extrême droite ».

Le plus inquiétant dans ce sondage est l'examen des chiffres concernant les plus jeunes : « pour la première fois, les plus jeunes ne forment plus un réservoir d'opposants résolus au FN : 22% des 18-24 ans approuvent l'ensemble de ses idées (19% en

2002) (...) 27% des 18-24 ans considèrent qu'il faut « donner la priorité aux Français » dans l'attribution des emplois et 28% dans le versement des prestations sociales.

Par ailleurs, la radicalisation des électeurs de droite se confirme : 58% « se déclarent opposés à l'idée d'un " front républicain " aux régionales ».

Les lecteurs d'ISA n'apprendront bien sûr rien qu'ils ne savent déjà, mais seront certainement renforcés dans la conviction que la lutte antifasciste ne peut se contenter de sursauts post-électorales —même utiles comme après le 21 avril— c'est d'un travail de longue haleine dans les associations, les syndicats, les partis progressistes dont nous avons besoin pour alerter, endiguer le péril fasciste, tout en étant aux premiers rangs du mouvement social contre les menaces ultra-libérales de la droite et du Medef.

Ces deux conditions sont nécessaires pour assécher le marigot où prospère le Front National.

LE FORUM SOCIAL EUROPEEN PARIS NOVEMBRE 2003

Le 2^e Forum Social européen s'est tenu du 12 au 15 novembre 2003. La participation à ce Forum a été importante avec plus de 51 000 inscrits aux très nombreux ateliers, séminaires et séances plénières. Le forum s'est achevé par une importante manifestation parisienne (100.000 personnes) marquée par une imposante présence des participants européens (Union européenne et au-delà). Certes, la manifestation était nettement moins nombreuse que celle de Florence un an auparavant, mais le contexte italien, joint aux mobilisations massives contre la guerre, avait à l'époque dopé celle-ci.

Au chapitre des regrets, il faut également citer la dispersion trop forte des initiatives entre des sites parfois très éloignés en temps de transport : de Paris à St Denis en passant par Bobigny et Ivry, cela a indéniablement pesé sur la perception de masse de l'événement et forcé sur la dynamique du « tous ensemble »... Il faudra donc réfléchir à une évolution de la forme et de la fréquence des Forums à venir.

A vos Agendas !

SAMEDI 3 AVRIL 2004
De 9h30 à 17h30
PARIS – RENCONTRE NATIONALE
VISA – ISA

- ❖ **Comment la régression sociale fait le jeu du FN**
- ❖ **Quelles ripostes antifascistes ?**

Au sein du Forum, une séance plénière et deux séminaires, tous traduits, étaient consacrés à la question de l'extrême droite en Europe. Un Groupe d'Initiative européen sur l'extrême droite, regroupant notamment pour la France : Espace Marx, Ras le Front, et... ISA, s'était constitué, depuis plusieurs mois, pour élaborer un programme de discussion et décider de la composition des panels d'introduction aux débats, respectant autant que possible l'esprit pluraliste du Forum, diversité des points de vue et des origines, qu'elles soient issues des pays de l'Ouest comme de l'Est européen. La séance plénière était intitulée « *Droites extrêmes et populistes en Europe : une antimondialisation autoritaire ? Quel type de contre-offensive ?* ». Le premier séminaire était quant à lui axé sur « *l'état des lieux* » et le deuxième sur « *construire la riposte* ». 250 à 300 personnes environ, très diverses, ont participé à chacune des trois initiatives. Au vu de l'ampleur des enjeux, on aurait peut-être pu espérer une plus forte participation, notamment pour la France où le 21 avril 2002 semble hélas bien lointain. Il est vrai cependant que la question des alternatives aux politiques libérales et anti-sociales qui

gènèrent pour beaucoup, cette montée de l'extrême droite, était bien au centre du Forum.

Au global, au-delà de questions sémantiques loin d'être mineures, droites extrêmes, populisme, extrême droite, fascisme, recouvrent-ils véritablement le même concept, la montée des droites extrêmes dans une grande partie de l'Europe, les alliances objectives et parfois formalisées avec les droites parlementaires sont très inquiétantes. Les frustrations économiques et sociales, les dénis de démocratie l'alimentent. Certes les inquiétantes dynamiques en œuvre ne prennent pas la même forme selon les pays, à l'Est notamment où l'effondrement du « socialisme réel » produit des formes politiques très particulières. Mais, autoritarismes anti-sociaux, nouveaux nationalismes et xénophobies, sont partout bien présents. Difficile néanmoins, à travers les interventions de 10 minutes, de percevoir véritablement la réalité des phénomènes en cours et celle que recouvre la riposte, réelle ou souhaitée... D'autant que les panels étaient loin de couvrir l'ensemble des pays notamment parmi les plus concernés. Il reste donc beaucoup à faire pour connaître les réalités, faire circuler les analyses et les batailles menées et en cours contre le fascisme sous toutes ses formes. Ainsi le principe de mettre en place un réseau permanent européen de vigilance et d'échange autour de ces questions est la principale proposition à avoir été débattue dans ces trois initiatives. Elle semblait faire consensus. Reste à confronter sur le bilan du Forum et décider d'une mise en œuvre.

ISA est, quant à elle, intervenue dans le panel d'introduction du séminaire sur « l'état des lieux », pour analyser les stratégies mises en œuvre par l'extrême droite française pour progresser dans le monde salarié. Nous avons souligné les différences entre les stratégies d'implantation (affirmation de syndicats et associations Front National), directes ou par infiltration, mises en œuvre dans l'après 95 et celles d'aujourd'hui où c'est la conquête immédiate du pouvoir qui est la priorité du FN. Nous avons ainsi dénoncé les bien commodes amalgames, accusant en filigrane, les mouvements sociaux, de fabriquer de la désespérance, et de faciliter ainsi la percée du FN en France.

Par ailleurs, nous avons diffusé très largement dans le Forum le numéro spécial d'ISA édité pour l'occasion, par le biais des tables de presse des organisations qui nous soutiennent, (qu'elles en soient remerciées), mais aussi par diffusion directe, plutôt bien reçue dans la manifestation de clôture. Dans le débat sur les ripostes, enfin, s'il se structure un réseau européen, nous en serons partie prenante, sur la base de notre expérience... mais aussi de nos moyens.

LE FN s'inquiète de la crise de la CFDT

Cet automne, « *considérant avoir été trahis par François Chérèque* », sur la réforme des retraites, « *un grand nombre de déçus cédétites ont décidé de s'en aller* ». Effectuant ce constat, *National Hebdo* (N° 1011 de décembre 2003) s'interroge : « *Cette hémorragie ne mérite-t-elle qu'un haussement d'épaule ou s'agit-il d'un événement majeur ?* » Quel épouvantable sus-

pense pour ces observateurs passionnés du mouvement syndical français !

Rappelant que pour Chérèque la crise de la CFDT est une tempête dans un verre d'eau, 2500 départs tout au plus, NH, ironise sur le nombre réel d'adhérents de la centrale et évoque ensuite le chiffre « *50 000 défections* », particulièrement fortes dans « *les branches fonctionnaires et assimilés* », secteur « *qui fait peur au gouvernement* ». Parce que cela lui permet moins de peser sur le cours des événements, tous ces départs mettent à mal, toujours selon NH, la fiabilité de la CFDT et la considération que Raffarin et le Medef ont pour celle-ci.

Mais si « *les malheurs du second syndicat de salariés en France réjouissent la CGT de Bernard Thibaut* » qui ne « *risque plus d'être détrônée de sa place de leader* », d'autant que de nombreuses défections CFDT rejoignent la CGT, NH s'interroge néanmoins sur le fait qu'il n'y ait « *pas de joie pourtant dans cette centrale* » qui affirme que ce genre de crise n'est pas bon pour le syndicalisme dans son ensemble, et tente un début d'explication. Les différences de principes idéologiques et de pratiques qui découlent des origines chrétiennes de la Cfdt vont rendre difficile la « *digestion des milliers de cédétites* ». Cela risque de plus de contrarier l'écoute par les dirigeants CGT des sirènes du gouvernement et du Medef, comme à Edf où les « *pontes du syndicat étaient plus proches de la direction que de leurs adhérents* »... NH pronostique ainsi une menace de « *rejet rapide* » de la greffe.

Mais horreur, malheur, « *cela est guetté avec impatience par SUD* », « *réceptacle syndical de révolutionnaristes de tout poil* »... qui attend son heure. La politique d'épuration des moutons noirs de la CFDT a été selon NH une aubaine pour les trotskistes. La nouvelle vague de départ amènerait encore un renforcement de SUD et « *signifierait un accroissement des grèves et de la tension sociale en France* ». « *Les remous de la CFDT ne constituent pas qu'une affaire interne au mouvement syndical. On s'en apercevra rapidement.* »

Ainsi se conclut la brillante analyse. Ce n'est pas la première fois que NH reproche à la CFDT d'avoir failli en renonçant à contrôler son opposition en interne et d'avoir ainsi manqué à sa responsabilité sociale en ayant ouvert la voie au pire... Déjà sous Notat !

L'immigration au Conseil Economique et social : le Front national s'émeut...

« *Raffarin et le patronat préconisent la préférence étrangère* », c'est cette accusation que NH n° 2009 porte à la présentation d'un rapport débattu au Conseil Economique et Social traitant de l'immigration et s'inspirant « *probablement du rapport provocateur de l'Onu consacré au remplacement des "populations vieillissantes d'Europe" par les "jeunes forces du tiers monde"* ». L'adoption de ce rapport qui préconise, selon NH « *l'entrée sur le territoire de nouveaux immigrés, pour satisfaire une pénurie d'offres d'emploi de manœuvres et de cadres supérieurs* » est un suc-

cès pour le Medef qui demandait une nouvelle politique d'immigration. Bien que « *le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter* », le gouvernement et le patronat ne cherchent même pas « *les possibilités de recruter dans notre pays* » tout en se faisant les « *chantres de la délocalisation des entreprises vers le tiers-monde* », s'insurge NH. Un autre type de salarié, « *moins pointu et plus souple* » remplace dans le tiers-monde « *les personnels qui y travaillaient* ». La pointe de pitié pour le salarié français est très touchante mais pour le moins hypocrite, au regard du projet « social » du FN qui est, pour l'essentiel, rêve de moins de droit du travail, de plus de flexibilité...

Le FN s'en prend ensuite aux syndicats de salariés coupables de ne pas défendre « *les intérêts des travailleurs nationaux* », ce qui aurait été, selon le FN, « *la tradition des syndicats depuis 150 ans.* » Par-delà l'influence marxiste, le pire, pour le FN est que la CGT et la CFDT, en particulier se sont orientées vers « *une attitude de recherche de l'adhésion des immigrés dans leurs rangs* ». Il en a découlé « *la défense des revendications spécifiques de ceux-ci et l'appui donné aux régularisations cycliques de dizaines de milliers de clandestins et au regroupement familial.* » Quel rapport avec le Medef et Raffarin, c'est que « *les syndicats ont contribué de manière décisive à l'adoption d'un document (le rapport du CES) représentant le reniement même de leur vocation.* » Car ce rapport, apparemment modéré ouvert selon NH la porte aux entrées et aux régularisations massives d'immigrés.

NH s'en prend ensuite à la politique fiscale gouvernementale vis-à-vis des étrangers, et notamment « *les cadeaux fiscaux en faveur des dirigeants à tous niveaux, pourvu qu'ils soient étrangers* » instaurant la « *discrimination positive au détriment des cadres nationaux, priés, eux de partir au bout du monde ou de l'autre bord de la Manche, tant pis si la couverture sociale de ces derniers y sera inexistante ou ténue.* »

Nous, nous avons plutôt compris que les cadeaux fiscaux du gouvernement étaient tout aussi réels pour les hauts revenus français ou étrangers, que la discrimination était plutôt hauts/bas revenus... Quant aux larmes de crocodiles pour les cadres nationaux obligés d'aller outre-manche, futures victimes d'une absence de protection sociale, alors que les propositions du FN préconisent des mesures au moins similaires voire pires pour la France... Le double langage est de vigueur athlétique.

NH conclut que devant la « *vacuité des prétendus défenseurs naturels des salariés français, seul le renforcement d'une véritable opposition, en l'occurrence le FN, peut empêcher la discrimination envers les natio-*

naux. »... On s'en serait douté ! Les meilleures chansons ont toujours les meilleurs refrains.

Programme « économique » du FN

Dans *Le Monde* daté du 10 décembre dernier, Elie Barth nous donne un compte rendu d'une journée de réflexion du Front national sur son « programme » économique.

Jean-Claude Martinez y a présenté quelques propositions pour une révision du programme du FN, avec en particulier la suppression sur cinq ans de l'impôt sur le revenu. Selon l'argument libéral classique selon lequel cet impôt serait un frein à la croissance... On voit bien depuis près de deux ans la pertinence de ce raisonnement ! Par contre, on ne touche ni à l'ISF, ni à la TVA, évidemment. Exonération totale de charges fiscales et sociales pour les exploitations agricoles et piscicoles, suspension des droits de succession pour la transmission des biens au sein de la famille, on retrouve les classiques d'un programme avant tout destiné à l'électorat « poujadiste » traditionnel du Front national. On est bien loin du discours « national-

social » élaboré avant l'implosion du parti fasciste par les mégretistes pour tenter de séduire l'électorat salarié.

Plus étonnante, la proposition de création d'un « *service public planétaire* » (sic !) financé par « *des prélèvements de centimes additionnels sur le commerce international des armes de guerre et des télécommunications*

par satellite »... Selon le journaliste du Monde, Jean-Claude Martinez se serait fait qualifier de « *révolutionnaire* » à l'annonce de cette proposition... Ne nous y trompons pas : les partis fascistes n'ont toujours considéré leurs « programmes » que comme des outils de séduction et ne cherchent pas une quelconque cohérence. Pour autant, ne sous-estimons pas leur capacité de rallier bon nombre de « victimes du système » prêtes à croire aux « solutions » simplistes.

Bureaux de tabac : le FN attise les braises

Un article au vitriol de NH n°1007 du 6 au 22 nov. 2003 intitulé « *Tolérance zéro... pour les honnêtes gens !* » donne le ton :

« *Vous fumez, donc c'est à cause de vous que la France est financièrement " dans le rouge " (...). Alors, il faut payer. Pas pour financer la recherche contre le cancer et les bronchites chroniques, mais pour renflouer l'usine à gaz des trente-cinq heures.* » ... « *Et puis, si vous fumez, c'est que vous êtes un salaud de pauvre* » et l'article continue d'égrener la longue liste de ceux qui boivent, qui roulent trop vite. Tous rackettés par l'Etat... Ce décor une fois planté, le FN ne peut que se féliciter du succès de la manifestation des buralistes et de dénoncer les

TOUTE L'EQUIPE D'ISSA
VOUS SOUHAITE
UNE EXCELLENTE ANNEE
2004

« opérations de diversion » du gouvernement tout en affirmant que « les buralistes ne sont pas dupes » et que les prochaines victimes seront « les planteurs de tabac » dont les subventions seraient supprimées par Bruxelles d'ici 2007. (NH n°1010 du 27/11 au 03/12 2003).

On voit donc mieux quel est le profil de cette campagne contre « l'insécurité sociale ». Quand le FN parle des « pauvres » et de leur révolte contre le système, il vise des catégories bien ciblées dont la « révolte » est plus proche du bon vieux poujadisme que de la lutte collective et consciente pour changer un système toujours plus injuste et oppresseur. La manipulation des « pauvres gens » est au cœur de l'idéologie et de la pratique des fascistes dans leur volonté d'accéder au pouvoir. Des « pauvres gens » qui en seront par la suite les premières victimes tant l'histoire récente l'a amplement démontré.

Lundi de Pentecôte

Le projet du gouvernement Raffarin de faire du lundi de Pentecôte un jour travaillé, s'il a suscité des réactions hostiles à gauche et chez les syndicats de salariés, a été l'occasion aussi pour le Front National de lancer une campagne virulente de dénonciation de cette « gamelle de plus pour Raffarin » (NH n°1007 du 6 au 11 nov. 03). Dans ce numéro, le journal frontiste attaque « le choix d'une fête religieuse [qui] permettait en outre de contribuer à la déchristianisation de notre pays » et qui « reviendrait à accentuer la "communautarisation" de notre pays en faveur de nouvelles populations d'implantation très récente » (sic).

De la parole aux actes, la municipalité FN d'Orange a annoncé que « les travailleurs de la ville d'Orange n'ont pas à payer pour l'incapacité de l'Etat à se réformer (...) Les catholiques pratiquants ou pas n'ont pas à supporter la disparition d'un jour de congés lié à leur religion » et qu'en conséquence, les 450 employés territoriaux de la ville bénéficieront ce jour-là d'un congé spécial (NH n°1007). Par ailleurs, NH (n°1009 du 20 au 26 nov. 2003) se félicite du « succès » de la manifestation organisée par « le collectif des amis du lundi » qui aurait réuni 1500 personnes le dimanche 9 novembre. A noter que des syndicats CFTC se sont ralliés à l'appel de ce curieux collectif...

Aussi, en l'absence d'une véritable campagne des partis et syndicats hostiles à cette attaque frontale de la droite, le FN se permet de prendre des initiatives sur une ligne de défense du catholicisme intégriste et d'occuper ainsi à sa manière le terrain social.

SOS éducation : encore une association qui ratisse pour l'extrême droite

La section départementale du SGEN-CFDT de l'Indre (Châteauroux), nous a fait parvenir un questionnaire intitulé : Référendum National, diffusé actuellement dans leur département sous l'égide de l'Association

SOS éducation domiciliée 5, rue du Commandant Lamy 75011 Paris.

La lettre d'introduction comme le questionnaire reprennent tous les poncifs et mensonges réactionnaires dirigés contre l'éducation nationale et les enseignants : « les budgets enflent sans fin...Mais ça ne résoudra rien...C'est l'absurdité des programmes, le mépris des savoirs de base, et la remise en cause permanente de l'autorité qui cause le désastre actuel », avec en ligne de mire les syndicats enseignants qui « se permettent de faire des grèves qui privent nos enfants d'école pendant des mois...qui menacent de brûler les dossiers scolaires de leurs élèves...et rejettent toute négociation pouvant déboucher sur une réforme positive » pour, au final, comme l'avait fait *National Hebdo* pendant le mouvement du printemps 2003, donner un satisfecit à Luc Ferry, qui dans son livre « Lettre ouverte à tous ceux qui aiment l'école » ferait les mêmes constats alors que les syndicats enseignants « l'ont piétiné, traîné dans le caniveau et couvert de crachat ». Depuis un certain temps, apparaissent des associations qui diffusent une propagande démagogique et des informations fallacieuses sur des thèmes ciblés. Nous avons toutes les raisons de penser qu'elles servent de « cache sexe » aux militants d'extrême droite. Non seulement la vigilance s'impose, mais aussi la nécessité de répondre et de riposter sur le terrain aux mensonges et manipulations des fascistes.

Pour commander le livre :
« Le FN au travail »
8 € franco de port
chèque à l'ordre d'I.S.A.

Abonnement

Nom Prénom et/ou syndicat
Adresse
Code Postal Ville
🍏 10 numéros : 7,60 €
🍏 Abonnement de soutien : 15 € ou plus
Chèque à l'ordre d'ISA

Contact

ISA chez VISA
80, 82 rue de Montreuil, 75011 Paris
Fax : 01 48 36 66 33
email : visacom@club-internet.fr

Dir. De publication : F. Pécoup
Administration : I. Nicolas, J.J. Petiteau,
Rédaction : H. Alexandre (SPASMET),
C. Aumeran (SNU), C. Birnbaum (SNESUP-FSU),
F. Mahé RIF Paris 19°, J.P. Ravaux (SNPES-PJJ-FSU),
D. Turbet-Delof (SNU), J.L. Wichegrod (CGT Finances)
CCPA n°0608 G 83860
Edité par VISA / Imprimé par nos soins